

Israël, 75 ans d'histoire et de crises

3/4

PROCHE-ORIENT

Le 14 mai 1948, David Ben Gourion proclamait la création de l'Etat israélien. Septante-cinq ans plus tard, qu'est devenue l'utopie sioniste? Comment la mémoire palestinienne de la « Nakba », la « catastrophe », perdure-t-elle? Et surtout, qu'est devenu Israël?

En 75 ans, comment Israël a perdu le soutien des « progressistes »

Entre l'Etat d'Israël et la gauche, ce fut longtemps une histoire d'amour. Mais la guerre des Six Jours a radicalement changé la donne.

WILLIAM BOURTON

Mai 1948. Le monde est plongé dans les affres de la guerre froide. Le devenir de l'Allemagne et le statut de Berlin électrisent les relations entre les deux blocs. Il est cependant un dossier international sensible sur lequel Américains et Soviétiques tombent d'accord : la proclamation d'Israël comme Etat indépendant.

A Washington comme à Moscou, la reconnaissance d'Israël n'est certes pas un acte purement altruiste ou romantique. Truman comme Staline y voient une occasion d'accélérer le processus de décolonisation du Proche-Orient, d'y évincer des Britanniques affaiblis par la guerre et d'y prendre leur place comme puissances hégémoniques – avec en sus, dans le chef du premier cité, la perspective de conforter sa popularité parmi la communauté juive américaine.

Ces arrière-pensées partisanes actées, l'opinion mondiale non arabe n'en est pas moins largement favorable à la création d'un Etat juif. Un mélange de mauvaise conscience, sinon de honte après la révélation de l'ampleur de l'Holocauste, d'admiration pour l'aventure héroïque d'une poignée de survivants et de prévention envers les pays arabes, dont certains se sont compromis avec l'Italie fasciste et l'Allemagne nazie.

Un substrat européen

Si, à l'est, le régime stalinien ne tardera pas à succomber à ses vieux démons antisémites, ce courant de sympathie pro-israélien va perdurer durant une vingtaine d'années aux Etats-Unis, en Amérique latine, dans le tiers-monde – où Israël se profile comme une nation récemment indépendante elle aussi, et exempte de toute tache coloniale –, mais surtout en Europe de l'Ouest.

Comme l'explique l'ancien diplomate et historien israélien Elie Barnavi, auteur d'une *Histoire moderne d'Israël* (Flammarion, 1982), l'Etat hébreu est un surcroît européen. En tant qu'idée, le mouvement national du peuple juif est non seulement né sur le Vieux Continent, mais il a pris appui sur le mouvement des nationalités européennes. Et lorsqu'Israël vient au monde en tant qu'Etat, il est clairement fondé sur des institutions et des valeurs européennes.

En l'occurrence, des valeurs de gauche. En 1949, lors des premières élections législatives organisées dans le pays, le Mapaï, le parti du Premier ministre David Ben Gourion (qui deviendra le Parti travailliste en 1968), arrive largement en tête avec 35,7% des suffrages, devant le Mapam, 14,7%, une formation sioniste de gauche et pro-soviétique. A l'époque, Israël rêve de socialisme humaniste et de fraternité internationale, et son projet de société égalitaire – incarnée par ses emblématiques *kibboutz* et ses paysans soldats tout droits sortis de la mythologie romaine – séduit des forces progressistes déjà liées aux Juifs par des souvenirs communs de la résistance antifasciste.

La guerre des Six Jours va irrémédiablement changer la donne. Le conflit



est déclenché par Israël le 5 juin 1967 en réaction au blocus par l'Égypte du détroit de Tiran (qui ferme le golfe d'Aqaba et le prive ainsi d'un passage stratégique pour son ravitaillement) et aux attaques de groupes palestiniens à partir de bases situées dans les territoires égyptiens, jordaniens et syriens.

Le tournant

A la veille de la guerre, le « peuple de gauche » occidental est non seulement toujours largement pro-israélien, mais se mobilise pour sa pérennité. Ainsi, le 16 mai 1967, un Comité de solidarité français avec Israël est créé, auquel adhèrent des personnalités politiques de premier plan comme Pierre Mendès France ou François Mitterrand. Le 29 du même mois, Jean-Paul Sartre et Simone de Beauvoir publient dans *Le Monde* un appel de soutien à Israël. Et le 2 juin, 30.000 personnes manifestent, à Paris, devant le siège de l'ambassade d'Israël en faveur du « Petit Poucet » assiégé, déployant des banderoles sur lesquelles on peut lire « Israël doit vivre » ou « Contre le nazisme arabe ».

Sur papier, la guerre éclair contre l'Égypte, la Jordanie et la Syrie sera une réussite totale. L'encerclement arabe est rompu, le potentiel militaire ennemi est brisé et de vastes portions de territoires sont conquises : le Sinaï et la bande de Gaza, la Cisjordanie et le Golan (bientôt désignés sous le nom de « territoires palestiniens occupés ») ainsi que Jérusalem-Est. Mais ce dernier point va, lentement mais sûrement, transformer le succès militaire en désastre diplomatique.

L'Europe postcoloniale, et singulièrement les cénacles de gauche, ne goûte guère l'occupation de la terre du peuple palestinien, qui s'éternise. Dans une bonne partie de l'opinion, les pathétiques survivants du génocide nazi qui se battaient pour vivre en sécurité et en paix se muent irrésistiblement en une nation de conquérants, voire d'oppressés. Israël perd peu à peu son capital sympathie, singulièrement sur les campus universitaires européens.

« J'ai vécu personnellement ce changement de climat lorsqu'en 1971, je suis venu passer mon doctorat à la Sorbonne », nous confie Elie Barnavi. « A

partir de 1967, la guerre israélo-arabe (qui avait connu deux épisodes précédents, en 1948-1949 et en 1956, NDLR) se focalise, se recroqueville sur son cœur israélo-palestinien. L'ensemble de la population palestinienne, ou tant s'en faut, passe sous le contrôle militaire d'Israël. Et l'occupation militaire, ça ne va pas très bien avec l'idéologie de gauche... D'autant plus que, une fois installé dans les « territoires », Israël commence à développer une mystique de l'intégralité du pays d'Israël ; cette variante ethnico-religieuse de sa nationalité, elle aussi, passe très mal. »

Avec l'achèvement de la décolonisation et la fin de la guerre du Vietnam (1973), le peuple palestinien va devenir, dans les milieux de gauche et d'extrême gauche, la nouvelle figure de « l'opprimé ». Illustration du retournement de cette frange de l'intelligentsia : au lendemain de la tragique prise d'otages des Jeux olympiques de Munich de 1972 (au cours de laquelle 11 athlètes israéliens ont trouvé la mort), Sartre, qui, cinq ans plus tôt, en appelait au sauvetage d'Israël, déclare dans le journal maoïste *J'accuse-La Cause du Peuple* : « Dans cette guerre, la seule arme dont disposent les Palestiniens est le terrorisme ; c'est une arme terrible mais les opprimés pauvres n'en ont pas d'autres... »

La rupture

« Tous les « révolutionnaires » trotskistes, maoïstes, etc., des années 70 ont trouvé dans les Palestiniens les nouveaux prolétaires », nous explique pour sa part la sociologue française Dominique Schnapper, autrice de *Juifs et Israéliens* (Gallimard, 1980). « C'est une des dimensions de l'extrémisme progressif de la gauche, qui a oublié sa matrice républicaine, laïque et attachée aux droits de l'homme. Mélenchon a remplacé Léon Blum. Il ne faut pas oublier qu'il y a toujours eu un courant antisémite de gauche accusant les Juifs d'être les capitalistes par excellence, obsédés par l'argent, exploités des prolétaires. La « gauche » actuelle retrouve un vieux courant que la République dreyfusarde avait marginalisé et qui reprend toute sa vigueur... »

Sur fond d'accusations de plus en plus fréquentes d'antisémitisme de la

part de la communauté juive – dont témoigne Dominique Schnapper –, la rupture ne fera que s'amplifier avec la colonisation des « territoires ».

La poignée de main historique entre le Premier ministre israélien Yitzhak Rabin et le chef de l'Organisation de la libération de la Palestine, Yasser Arafat, le 13 septembre 1993, à Washington, ne sera qu'une brève éclaircie dans ce ciel plombé. La gauche israélienne – qui avait dû céder pour la première fois le pouvoir au Likoud de Menahem Begin après les élections législatives de 1977 – paiera un lourd tribut à cette tentative de paix avortée. La société israélienne va gîter sur tribord, avec impact accru de la droite religieuse sur les politiques gouvernementales.

« Le gouvernement Netanyahu vit dans une bulle qui l'isole et le protège du reste du monde, mais cette protection est illusoire », affirme Elie Barnavi. « L'anomalie patente de l'occupation – la dernière occupation militaire de la part d'un pays qui se veut démocratique – épuise la patience des opinions publiques et érode la bonne volonté des gouvernements.

Spontanément, des gens soucieux de justice se rangent du côté palestinien. Cela n'induit pas nécessairement une antipathie de principe pour l'Etat d'Israël. Beaucoup de monde, y compris des Israéliens, dont je suis, estime que les Palestiniens méritent justice, que l'occupation doit s'arrêter, sans pour autant être partisans du démantèlement d'Israël. Mais ça, c'est une position qui est très compliquée à tenir. Il faut être à la fois très proche des événements, comprendre ce qui se passe, avoir une certaine disponibilité d'esprit pour comprendre les uns et les autres... Mais pour tous les esprits partisans, hélas !, l'affaire est entendue : on est soit pour, soit contre, et quand on l'est, on l'est complètement. »

Juin 1967. Israël s'empare du Sinaï, de la bande de Gaza, de la Cisjordanie (ici à Hébron), du Golan ainsi que Jérusalem-Est. Lentement mais sûrement, le succès militaire va se muer en désastre diplomatique. © PHOTO NEWS.



L'anomalie patente de l'occupation épuise la patience des opinions publiques

Elie Barnavi Ancien diplomate et historien israélien

